



HAL
open science

Pourquoi des essais nucléaires en Algérie

Sezin Topçu

► **To cite this version:**

Sezin Topçu. Pourquoi des essais nucléaires en Algérie. Colonisations. Notre histoire, Seuil, 2023.
hal-04368314

HAL Id: hal-04368314

<https://hal.science/hal-04368314>

Submitted on 31 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pourquoi des essais nucléaires en Algérie

Sezin Topçu

« Hourrah pour la France ! Depuis ce matin, elle est plus forte et plus fière » s'exclame le général De Gaulle le 13 février 1960. Le moment est historique. La France vient de faire exploser à Reggane (Algérie) la « Gerboise Bleue », sa première bombe atomique. Quelques mois plus tard les Gerboise Blanche et Rouge prendront le relais. A la colonisation armée de l'Algérie sous le drapeau tricolore se succède ainsi sa colonisation radioactive propulsée par le champignon tricolore. A l'ère de décolonisations, l'empire colonial français atomisé instaure par ce biais un nouveau type de pouvoir : nucléaire.

En quête de sa grandeur perdue pendant la 2nde Guerre mondiale, la France se lance dès après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki dans l'aventure atomique. Le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) est créé en 1945 à l'initiative de Charles De Gaulle, avec une double mission, civile et militaire, et est doté de moyens techniques et humains accrus. En 1947, l'URSS acquiert sa première bombe atomique. En 1952, l'Angleterre réalise son premier essai atomique en Australie tandis que les États-Unis font exploser leur bombe thermonucléaire dans le Pacifique. La même année, la France lance son premier plan quinquennal d'énergie atomique avec pour objectif avéré de produire au moins cinquante kilos de plutonium 239, quantité suffisante pour fabriquer six à huit bombes. Les infrastructures nécessaires à l'armement nucléaire sont mises en place dans la foulée, à commencer par deux piles plutonigènes et une usine d'extraction de plutonium à Marcoule. Sous la 5^{ème} République, le projet d'armement nucléaire de la France devient officiel. L'arme atomique doit garantir « l'indépendance » nationale en permettant une stratégie militaire autonome vis-à-vis des cercles européens et atlantiques. En 1957, le deuxième plan quinquennal de l'énergie nucléaire prévoit de doter le pays de combustibles pour la propulsion de sous-marins ainsi que de l'arme thermonucléaire. Le site de Reggane est retenu pour les premiers essais nucléaires. L'indépendance de l'Algérie en 1962 ne changera pas immédiatement la donne. Les accords d'Evian autorisent la France à réaliser des expériences atomiques dans plusieurs bases sahariennes jusqu'en 1967.

A la suite de l'explosion de la Gerboise Bleue, seize autres seront réalisées en Algérie, dont treize souterraines. Le tir de la Gerboise Blanche le 1^{er} avril 1960 est qualifiée par la presse de « discrète récidive ». Le premier essai souterrain a lieu quant à lui le 7 novembre 1961 à In Ekker dans le secret absolu. La presse ne le révèle qu'au mois de mai de l'année suivante, à la suite du deuxième essai souterrain (1^{er} mai 1962), qu'elle croyait être le premier. A l'origine de cette médiatisation inattendue : un accident. Un nuage radioactif échappé de la galerie provoque l'irradiation aiguë

TOPÇU S., 2023, « Pourquoi des essais nucléaires en Algérie », *Colonisations. Notre histoire*, Paris, Seuil.

d'une dizaine de militaires, événement connu en tant qu'« accident de Beryl », du nom du code de l'essai.

De nombreuses critiques et controverses surgissent avant et après le premier essai nucléaire français réalisé dans le Sahara en pleine guerre d'indépendance algérienne. Les pacifistes et États et les populations concernés dénoncent la bombe « sale », la bombe « coloniale visant non seulement à intimider mais aussi à « anéantir » l'Algérie. En novembre 1959, vingt pays afro-asiatiques déposent à l'ONU une résolution contre l'essai, dans le but de « défendre leur avenir ». Un mois plus tard, des centaines de pacifistes occidentaux et africains tentent sans succès d'entrer dans le site de tir de Reggane. Fin janvier 1960, plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestent devant l'Ambassade de France à Tunis. Entre temps, Calvi est pressenti pour la mise en place d'un centre de tir souterrain, projet avorté après avoir été massivement contesté. En mars 1963, de vives protestations surgissent en Algérie face à la perspective d'une nouvelle explosion souterraine à In Ekker prévue le jour du premier anniversaire des accords d'Évian. A partir de 1966, suite aux fortes oppositions de l'Algérie, les essais atomiques se déplacent vers la Polynésie, pour faire exploser la première bombe H française, très polluante.

Les essais atomiques français des décennies 1950 et 1960 s'inscrivent dans une période où le monde entier devient le théâtre d'explosions. Pendant la seule année 1958 ont lieu pas moins de 307 essais, dont la plupart atmosphériques. Ce rythme d'explosions est conservé encore en 1962, c'est-à-dire l'année précédant le Traité d'interdiction des essais aériens. La controverse sur les effets sanitaires et environnementaux des essais atomiques bat son plein à la même période, à la suite notamment de l'essai américain Castle Bravo, à l'origine d'une prise de conscience mondiale vis-à-vis du risque radioactif. Les mouvements pacifistes, et d'opposition aux essais atomiques gagnent à partir de là une dimension internationale. Il faudra cependant attendre plus de quatre décennies pour la publicisation et la reconnaissance de l'impact sanitaire de 210 explosions réalisées par la France. Elles interviennent grâce à la mobilisation des vétérans ou leurs proches. En janvier 2010, une loi d'indemnisation des vétérans des essais nucléaires est adoptée, loi qui potentiellement pourrait concerner des dizaines voire centaines de milliers de victimes mais dont la plupart ont déjà disparu. Beaucoup ont ainsi été condamnées au silence et à l'oubli, malgré le bruit abasourdissant de la bombe les ayant anéanties ou rendues malades, tout en ressuscitant l'empire français déchu.

Bibliographie

- Barrillot, Bruno, 2003, *Les irradiés de la République. Les victimes des essais nucléaires français prennent la parole*, Bruxelles, Grip-Éditions Complexe.
- Bendjebbar, André, 2000, *Histoire secrète de la bombe atomique française*, Paris, Le Cherche Midi.
- Wittner, Lawrence, 1997, *The Struggle Against the Bomb, vol. 2. Resisting the Bomb : A History of the World Nuclear Disarmament Movement, 1954-1970*,

TOPÇU S., 2023, « Pourquoi des essais nucléaires en Algérie », *Colonisations. Notre histoire*, Paris, Seuil.

Stanford, Stanford University Press.